Jeudi 10 mai 1979 – No 1089

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour que vive L'Humanité Rouge !

IL y a deux mois maintenant, le secrétariat de notre Parti lançait un appel à la souscription. Aujourd'hui, elle se monte à sept millions de centimes, ce qui est bien trop faible par rapport aux besoins financiers de notre presse.

Certes, nous connaissons bien les difficultés de nos lecteurs et camarades qui, comme tous les travailleurs de notre pays, subissent l'exploitation capitaliste, la politique d'austérité et de chômage de Giscard-Barre.

Mais si la bataille financière est dure à mener, il faut bien en mesurer tout l'enjeu : *elle est indispensable à la vie de notre presse.* Or, nous connaissons à nouveau des difficultés sérieuses. C'est ainsi que notre dette à l'imprimeur s'élève à 10 millions.

Il faut savoir que les coûts des fournitures nécessaires à la sortie de notre presse, et en particulier du quotidien, sont considérables : deux millions de centimes par mois pour le papier, un million par mois pour les frais d'expédition et de routage.

Face à cela, il suffit que les règlements de vente ne nous parviennent pas régulièrement ou que la souscription (35 % de nos rentrées) tarde à démarrer pour que nous éprouvions temporairement des difficultés notables.

C'est pourquoi nous demandons à nos lecteurs, amis et camarades, de nous faire parvenir sans attendre les sommes recueillies en souscription. L'objectif financier qu'il faut atteindre pour nous dégager des difficultés financières a été, rappelons-le, estimé à 40 millions d'ici la fin du mois de juin.

D'après le courrier que nous commençons à recevoir et que nous passerons régulièrement dans le journal, cet objectif nous semble réalisable à condition de persévérer dans la bataille financière.

C'est cette bataille éminemment politique qui nous permettra de conserver cet instrument de combat qu'est notre presse quotidienne. Pour ne citer que deux exemples, tous nos lecteurs peuvent constater combien il est précieux pour contribuer chaque jour à la bataille engagée pour apporter aux sidérurgistes de Dunkerque, Denain, Longwy, la solidarité des autres travailleurs du pays ; pour soutenir au jour le jour les travailleurs immigrés qui luttent contre les mesures Stoléru et pour leurs revendications, notamment dans les foyers Sonacotra.

C'est cette bataille qui permettra de développer encore les enquêtes, reportages faisant connaitre à l'ensemble de nos lecteurs les expériences de lutte et la réalité vivante des entreprises, villes et régions de France.

Amis, lecteurs, militants, c'est à vous tous, camarades, qu'il appartient de mener cette bataille pour que vive notre quotidien au service de la classe ouvrière, pour que vive l'*Humanité rouge*.

Emile REBIERE
Jean QUERCY

38e CONGRES DE LA CFDT

La direction confédérale sur la défensive

Voir pages 3 et 4

23e CONGRES DU PCF

Marqué par le réalignement sur l'URSS

Voir page 5

Europe : solidarité des prolétaires et des peuples

Pour l'unité des luttes anticapitalistes, contre le chômage et la répression.
Pour l'unité européenne contre les menaces de guerre des deux superpuissances

MEETING

Dimanche 20 mai à 14h30
Ala mutualité (Salle B)

A l'appel du Parti communiste marxiste-léniniste, du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire.

AU PROGRAMME :

Partie artistique : chanteurs, groupe musical ;
Intervention de sidérurgistes de Longwy, de Dunkerque, de RFA et du Luxembourg ;
Intervention de paysans de France et d'Espagne ;
Témoignages sur la lutte contre le chômage en France et en Italie ;
Montages sur les luttes anticapitalistes et le danger de guerre en Europe.

INTERVENTIONS CENTRALES
DU PCRml ET DU PCML

La situation s'aggrave au Sud-Liban

ALORS même que les troupes sionistes israéliennes continuent à bombarder les camps de réfugiés au Sud-Liban faisant de nombreuses victimes dans la population civile tant palestinienne que libanaise, le premier ministre israélien Begin vient de renouveler menaces, ingérences et tentatives d'intimidation dans un discours prononcé lundi à la Knesseth.

Ce discours, présenté avec une certaine dose de cynisme par Begin comme *« une proposition de paix avec le Liban »* met trois points en avant. Nous n'avons pas de contentieux territorial avec le Liban, dit en substance Begin, et une paix pourrait être signée en quelques jours si, d'une part les troupes syriennes se retirent (et nous laissent les mains libres militairement), si d'autre part le gouvernement libanais accepte la sécession de fait des milices chrétiennes que nous soutenons, si, enfin, nous pouvons continuer à massacrer comme bon nous semble les réfugiés palestiniens au Liban.

« Nous les frapperons par terre, par mer et par air », précise même Begin.

Le gouvernement libanais a réagi très violemment à cet incroyable discours de Begin : *« Israël sait très bien*, a déclaré M. Hoss, le chef du gouvernement, *que le Liban est entièrement solidaire de la politique arabe. Il n'est pas question que les menaces, le terrorisme ou la tyrannie le fassent dévier de la voie que lui imposent ses liens avec le monde arabe dont il est solidaire ».*

Mardi soir, pour la seconde fois de la journée et pour la quatrième fois en trois jours, l'aviation israélienne attaquait des camps de réfugiés palestiniens au Sud-Liban et en particulier près du village de Rihan, à trente kilomètres de la frontière. D'après des sources libanaises, les Israéliens utilisent contre les camps de réfugiés des bombes antipersonnelles, comme des bombes à billes.

Au sud-est du Liban, d'autre part, l'attaque aérienne de mardi matin contre la ville de Hasbaya, a été coordonnée avec un violent bombardement d'artillerie réalisé par les forces isolationnistes du commandant Haddad.

Voilà exactement ce qu'entendait Begin lorsqu'il proposait, dans son discours de lundi, *« d'utiliser son influence auprès de chrétiens du pays pour assurer la pacification du pays ».*

Serge FOREST

Ouverture à Manille de la Ve session de la CNUCED (Conférence des Nations-Unies sur le Commerce, l'économie et le développement)

Les pays pauvres face aux pays industrialisés

Transport de bois au Congo
Le prix des matières premières : une lutte constante des pays du tiers monde
(Photo Agence Chine Nouvelle)

Le lundi 7 mai s'est ouverte à Manille, aux Philippines, la 5e session de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). La précédente session s'était tenue en 1976 à Nairobi au Kenya.

159 pays y participent dont 117 en voie de développement appartenant au groupe dit des « 77 ».

Tous les problèmes abordés donneront lieu à d'âpres affrontements entre ces pays et les pays industrialisés. Au cours de cette session, l'accent sera mis tout particulièrement sur la nécessité des transformations de structures à opérer dans l'économie mondiale.

PARMI tous les problèmes abordés par la 5e session de la CNUCED qui vient de s'ouvrir à Manille, trois seront au cœur des affrontements entre pays du tiers monde et pays industrialisés : la stabilisation des cours des matières premières, les transferts de technologie et, surtout, la situation créée aux pays en voie de développement par le protectionnisme des nations les plus riches.

LE FONDS COMMUN DE RÉGULATION DES MATIERES PREMIERES

Récemment, après trois ans de discussions difficiles, un accord a été réalisé à Genève sur le fonds commun de régulation des matières premières. Certes, il s'agit-là d'une revendication majeure des pays en voie de développement mais leur déception est à la mesure de leurs espérances. Ce fonds commun qui, à l'origine, devait disposer d'au moins 6 milliards de dollars est réduit à 750 millions de dollars, soit huit fois moins que prévu.

En outre, pour qu'il fonctionne à plein, il faut parvenir à des accords sur 18 produits essentiels. Or, à ce jour, on n'en a signé que cinq (étain, cacao, café, sucre et caoutchouc).

A supposer que les treize accords restants interviennent rapidement, ce qui parait peu probable, on se demande bien comment une somme aussi faible pourra couvrir les besoins financiers de l'ensemble du programme.

Autre sujet de déception : certaines déclarations des pays industrialisés incitent à craindre que leurs contributions à ce fonds commun ne constituent qu'un transfert pur et simple d'une partie de l'aide qu'ils accordent déjà au tiers monde par le biais d'autres organismes.

LES AMBIGUITES DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE

Les transferts de technologie constituent un autre point de friction. Certes, le tiers monde en demande, mais pas à n'importe quelles conditions, sachant bien que les pays industrialisés ne sont pas désintéressés. Tout d'abord, une part importante des transferts de technologie vers les pays en voie de développement concerne des technologies de consommation « mûres » ou dépassées, vendues en outre à des prix excessifs.

Il y a aussi des transferts de technologies « modernes » mais ils obéissent à la même logique : il s'agit, en général, de rentabiliser la recherche-développement mise en œuvre pour leur élaboration parce qu'on prévoit qu'elles seront rapidement dépassées.

Ces activités de recherche-développement sont devenues des conditions indispensables de survie et le besoin d'exporter les technologies s'accroit pour compenser leurs coûts toujours plus élevés.

Enfin, la commercialisation à l'échelle mondiale des technologies s'est révélée un instrument fort utile pour la pénétration des marchés. Les transferts de technologies vers les pays en voie de développement sont donc un élément important de la stratégie des multinationales, contraintes d'élargir de plus en plus leur cycle global de reproduction du capital à l'échelle internationale.

LE « *NOUVEAU PROTECTIONNISME* » DES PAYS INDUSTRIALISÉS

Les pays en voie de développement vont dénoncer, lors de cette 5e session de la CNUCED, le « *nouveau protectionnisme* » des pays industrialisés qui cherchent à se protéger de la concurrence de certains pays en voie de développement. Dès l'ouverture, le secrétaire général de la conférence a déclaré : « *J'espère que la CNUCED se prononcera fermement contre le protectionnisme contraire à l'objectif de libre échange proclamé par presque tous les pays* ».

Mais là encore les choses ne sont pas simples et certains craignent que ce grand débat sur le protectionnisme ne contribue, en réalité, qu'à rendre les sociétés multinationales plus acceptables pour les pays en voie de développement. Selon les chiffres publiés par la CNUCED, ces sociétés commercialisent en moyenne 85 % à 90 % du total des exportations des pays en voie de développement ; l'ampleur de leur domination sur la commercialisation des exportations de ces pays tend ainsi à annuler le bénéfice qu'ils pourraient escompter d'un développement de leurs exportations.

Comme on le voit, cette session de la CNUCED revêt une grand importance et rien n'est joué d'avance. Conscients de la capacité des nations industrialisées à récupérer et à détourner à leur avantage toutes leurs exigences, les pays en voie de développement souhaitent une transformation de la CNUCED en institution dotée de réels pouvoirs en matière de commerce, de finances et de développement. Actuellement, en effet, elle ne peut imposer aucune obligation à ses membres.

Si la situation changeait, les pays en voie de développement, qui y sont majoritaires, disposeraient alors d'un instrument pour s'opposer efficacement à des organisations comme le FMI (Fonds monétaire international), entièrement aux mains des pays les plus riches.

Henri BERTHAULT

Chasse aux sorcières en Centre-Afrique

Communiqué de l'Union nationale des Etudiants centrafricains (UNECA)

LE régime moribond du dictateur Bokassa vient de franchir un pas de plus dans l'escalade de la répression forcenée qu'il a déployée particulièrement depuis le lendemain de l'explosion populaire du 15 au 22 janvier dernier. Voici les faits les plus graves parmi d'autres :

Le 8 avril, arrestation de deux étudiants soupçonnés d'appartenir au FPLC (Front populaire de libération de Centre Afrique), au FDP (Front démocratique populaire). Deux mouvements qui tentent de récupérer à leur profit les revendications des masses populaires.

Le 9 avril 1979, riposte des élèves et étudiants par une grève d'envergure pour exiger la libération de leurs camarades arrêtés et la démission de Bokassa.

Pris de panique, le pouvoir fait investir l'université par l'armée. Poursuite des réunions dans les écoles et les églises périphériques.

Le 17 avril 1979, réunion dans une église de Boy-ralé, quartier populaire. Des flics avec des talkies-walkies ont été repérés et molestés.

Le 18 avril 1979, le pouvoir a fait cerner dès le matin tous les quartiers populaires et une véritable chasse à l'élève et à l'étudiant a été déclenchée. Résultat : 200 arrestations. Les victimes ont été jetées en prison, bastonnées, torturées y compris par Bokassa lui-même qui s'est livré à des atrocités obscènes. Conséquence : 150 morts, des jeunes au crâne défoncé, enterrés par la soldatesque dans des fosses communes.

De plus en plus, les cours n'ont pratiquement jamais été repris. Cette situation est intolérable et doit être connue de l'opinion internationale. L'attentat auquel aurait échappé à Bokassa, dont la presse a fait écho, il y a quelques jours, n'était qu'un écran de fumée pour masquer évidemment une réalité cruelle que le pouvoir fantoche de Bokassa et son maitre Giscard s'attachent à dissimuler aux yeux de l'opinion démocratique internationale, française, notamment.

L'Union nationale des étudiants centrafricains condamne énergiquement la répression barbare et hystérique du sanguinaire Bokassa et son maitre l'impérialisme français sur les masses laborieuses centrafricaines, appelle l'opinion démocratique internationale, française en particulier, à soutenir le peuple centrafricain dans sa juste lutte pour soutenir et exiger avec elle la libération immédiate et inconditionnelle de tous les patriotes emprisonnés et l'instauration de véritables libertés démocratiques en Centrafrique.

Pour que cesse la campagne actuelle de chasse aux sorcières et de répression féroce qui s'abat sur le peuple centrafricain notamment à l'égard de sa jeunesse scolarisée.

Vive la lutte du peuple centrafricain !

Paris, le 7 mai 1979.

Situation bloquée au San-Salvador

DEPUIS vendredi, onze personnes, dont les ambassadeurs de France et du Costa-Rica, sont retenues en otage par des commandos du Bloc populaire révolutionnaire. Le BPR déclare vouloir poursuivre son action jusqu'à la satisfaction de leurs revendications, c'est-à-dire jusqu'à ce que soient libérés cinq des leurs, emprisonnés et torturés depuis plusieurs mois.

Plus généralement, le but de leur action est de faire connaitre au monde entier l'oppression que subit le peuple de San Salvador. Ce pays, de plus de quatre millions d'habitants, est sous la coupe d'une quinzaine de familles de planteurs qui détiennent, avec quelques grandes firmes américaines les principales ressources du pays. Depuis 1932, le pays est gouverné par des militaires avec la bénédiction de l'impérialisme américain. Le dictateur actuel est Carlos Humberto Romero.

Le BPR, qui a engagé cette action, affirme qu'il n'utilisera pas d'armes mais qu'il poursuivra son action jusqu'à la libération de leurs camarades emprisonnés.

Le gouvernement du Costa-Rica a proposé l'asile politique pour les membres du commando mais le BPR n'a pas accepté. Quant au gouvernement panaméen, il a déclaré qu'il était prêt à accueillir les responsables de la prise d'otages ainsi que les détenus dont le BPR réclame la libération. Mais, jusqu'à présent, le gouvernement de San Salvador a refusé de négocier, affirmant qu'il n'est absolument pas question pour lui de satisfaire la revendication des commandos du Bloc populaire révolutionnaire.

La situation est donc bloquée.

Enfin, il est à noter que n'est pas totalement fortuit le fait que la France ait été visée dans cette action étant donné qu'elle est l'un des fournisseurs d'armements de la dictature de San Salvador.

On apprenait mercredi matin que trois diplomates costaricains avaient réussi à s'enfuir.

Par ailleurs, une manifestation de 300 paysans et ouvriers, en soutien au BRP, a eu lieu mardi. Sauvagement réprimée par la police salvadorienne, une quinzaine de personnes auraient été tuées au cours de la manifestation.

E.L.G.

Le 38e Congrès de la CFDT s'annonce difficile pour la direction confédérale

Congrès morose, sans chaleur. Le rapport présenté, à peine applaudi à quelques rares reprises, n'avait rien qui puisse rassurer les militants inquiets, désorientés par le fameux recentrage dont la mise en œuvre, durant les derniers mois (un an en fait), se solde par un bilan qu'aucun discours ne peut faire passer pour positif, encore moins soulever l'enthousiasme. D'autant que pour ce qui est des propositions, il n'y en a aucune en ce qui concerne l'emploi, les licenciements, les restructurations. Serait-ce des préoccupations de 3e ordre ? Les interventions, après ce rapport – 35 jusqu'à mardi soir –, sont le plus souvent critiques, à des degrés divers certes, mais critiques : celles de 14 syndicats parisiens dont nous citons ici de larges extraits, ainsi que bien d'autres : SGEN du Rhône, construction bois de Lyon, de 24 syndicats Hacuitex de Nord-Picardie, des syndicats PTT, de cheminots de la Haute-Garonne, etc.

Les critiques, parfois vives, soulèvent de vifs applaudissements. Les rares interventions soutenant la ligne confédérale le font d'une manière tellement terne que la salle n'écoute plus : et le brouhaha s'installe. C'est le cas pour l'intervention de Granger pour la FGM, la dernière de la matinée. Ou bien elles se concluent par des affirmations du genre : « *Si, dans trois ans, nous pouvons présenter un bilan aussi positif que celui paru dans le dernier numéro de* Syndicalisme Hebdo, *nous serons bien contents* ». Là, ça ne passe pas non plus !

Dans sa conférence de presse de l'après-midi, Michel Rolant a traité par le mépris cette opposition « *localisée dans la salle au fond à gauche et au centre* ». Il a ajouté que « *le rapport Maire allait très bien passer* ». Il a aussi traité de « *sentimentale* » l'attitude des quelque 132 syndicats qui ont signé la motion d'ordre demandant que puisse prendre la parole Claude Bernard, élu délégué au 38e congrès le 29 mars, juste avant que ne soit suspendu le conseil syndical de sa section (celle d'Usinor-Dunkerque). Motion que d'ailleurs le bureau du congrès a jugée irrecevable au vu du règlement intérieur...

Ce genre d'interprétation concernant les critiques et interrogations des congressistes n'a guère convaincu les journalistes présents.

Les jours qui viennent verront sans aucun doute se poursuivre des faits qui continueront à témoigner des inquiétudes et des aspirations des militants.

Gilles CARPENTIER

Edmond Maire sur la défensive

LES dirigeants de la Confédération ont voulu placer le 38e congrès sous le signe de « *Pour reconstruire l'espoir* ». Le rapport général présenté par Edmond Maire n'a pas répondu à l'attente des délégués. Tout d'abord, Maire, dans son introduction, répond à la volonté de nombreux militants d'y voir plus clair, et d'apprécier correctement l'action de la CFDT.

« *Ce Congrès nous le gagnerons, quel que soit le résultat des votes, que si nous nous attaquons aux insuffisances de notre pratique syndicale à tous les échelons de la CFDT* ».

Dans cet examen critique, il déclare que la CFDT, du point de vue de l'action, ne mène pas « *une contre-attaque suffisante face à la volonté patronale de faire éclater les statuts des travailleurs* » et réaffirme que « *l'unité de la classe ouvrière est probablement l'enjeu le plus décisif de l'affrontement social dans la période qui s'ouvre* ».

Si ce constat réaliste peut recueillir l'adhésion des militants qui s'affrontent dans les batailles de classe, il est destiné à mieux faire admettre ce qui suit : « *Nous faisons preuve de l'anticapitalisme verbal le plus pur mais nous sommes en retard dans notre action sur les conditions de travail par rapport à nos camarades nordiques ou sur la politique industrielle par rapport à nos camarades italiens* ».

La mesure est donnée, des références sont fixées et les objectifs sont définis. Prendre pour référence le syndicalisme de collaboration de classe des pays scandinaves et fixer comme objectif la définition et la mise en application d'une politique industrielle voilà bien les axes de la ligne actuelle de la CFDT. Seulement loin d'être présentée de façon offensive, Maire souligne le retard de la CFDT dans cette politique.

Faute de pouvoir présenter quelques aspects positifs des actions de la CFDT, Edmond Maire se réfugie dans quelques expressions creuses sur le passé : « *Il y a des aspects bien plus réjouissants au tableau. Notre acquis collectif comporte des richesses sans égales concernant les perspectives, la stratégie, certains éléments clé d'une pratique de masse* ».

L'analyse critique dans tous ses aspects est visiblement amoindrie. Cela peut se résumer ainsi : *la CFDT avait de bonnes idées mais sous la pression (des autre bien sûr) « reconnaissons le point ; nous avons été déportés, pas dans nos textes, ni dans nos discours, mais dans les faits* ».

La portée de la tentative d'autocritique est d'autant plus brisée, que la stratégie future de la CFDT est résumée par cette formule magnifique : « *Nous devons apprendre à conjuguer Mai 68 et Mars 78* ». Allez donc demander aux travailleurs si Grenelle comme l'échec de mars est une victoire ?

Dans la définition de la nouvelle politique d'action, Edmond Maire s'attache à reprendre les axes fondamentaux que sont : l'union des forces populaires, la politique d'action, les négociations, la négociation nationale.

La citation des thèmes suffit à elle-même pour montrer le souci de la direction d'expliquer, pour ne pas dire faire rentrer dans les têtes, le rôle important des négociations dans la politique de la CFDT.

En fait, tout ceci n'arrive pas à cacher un aveu de taille : la CFDT ne se développe plus. Edmond Maire le reconnait : « *En 1975, les cotisations ont augmenté de 4,9 % sur 1974 ; mais de 1975 à 1976, la progression n'a été que de 1,15 % de 1976 à 1977, nous avons craint une baisse mais finalement nous progresserons de 0,1 %. 1978 confirmera cette stagnation* ».

Pour conclure son rapport sur la situation intérieure, Edmond Maire fixe quelques terrains d'action d'où il ressort trois initiatives :

1) Sur le renouvellement de la loi Veil.

2) L'énergie nucléaire.

3) La réduction du temps de travail à 35 heures. Dans ces initiatives, pas une seule n'est destinée à s'opposer aux licenciements et à organiser la solidarité.

Loin de reconstruire l'espoir, ce rapport accroit le scepticisme de nombre de militants et il y a un contraste flagrant entre le pas mal assuré du secrétaire général qui, dans sa conclusion, déclare : « *Il manquait cependant un aspect qui ne vous a sûrement pas échappé et qui concerne les maladresses, hésitations, les démarches mal assurées qui ont pu ici ou là rendre moins claire notre route. C'est qu'il n'est pas facile de modifier une politique d'action et plus encore des habitudes, et plus encore un langage* ». Mais l'affirmation haut et clair d'un délégué à la tribune contrastait avec le discours de Maire. En conclusion de son intervention, il exprimait, comme souhait pour l'orientation de la politique confédérale, « *le recentrage, il faut le faire à gauche* ».

Ne faut-il pas, en effet, en finir avec la politique de négociation à tout prix sans construction préalable du rapport de force

Intervention commune de 14 syndicats de la région parisienne

«Le bureau national confédéral a ouvertement affirmé sa politique de démobilisation»

QUATORZE syndicats de la région parisienne ont fait une intervention commune sur le rapport d'activité. Nous en publions de larges extraits dans la mesure où elle est significative des questions abordées par de nombreux délégués dans le débat général. Ces questions concernent à la fois le bilan de la CFDT ces dernières années, son fonctionnement interne et l'orientation de la CFDT pour les prochaines années.

« Déjà, dès avant mars 1978, la direction confédérale a invité les travailleurs à tenir compte de la crise, réviser en baisse les revendications. Qui ne se rappelle pas ici les déclarations d'Edmond Maire à la presse acceptant l'éventualité d'une baisse des salaires en contre-partie d'une diminution du temps de travail ! Il soumettait le développement et la centralisation des luttes au calendrier électoral.

C'est, dans ce contexte électoral et électoraliste que le bureau national confédéral a ouvertement affirmé sa politique de démobilisation alors que, dans le même temps, nombre de sections CFDT étaient à la pointe des luttes.

On nous dit : « *Il faut tenir compte de la crise.* » Est-ce en bradant les revendiations ouvrières alors que les travailleurs sont les premiers à les subir ?

On nous parle du soi-disant « découragement des travailleurs ». Mais les luttes, des arsenaux à la sidérurgie, en passant par le secteur public à l'automne, ont apporté un cinglant démenti en montrant que les travailleurs n'acceptaient ni l'austérité ni la restructuration sur leur dos. En un mot, ils refusaient de gérer la crise comme les y appelaient les sirènes de tout bord »...

« Croire la négociation possible et fructueuse sans rapport de force favorable, aboutit à se précipiter à l'Elysée en faisant croire qu'une ouverture sociale était possible alors que gouvernement et patronat avaient gagné les élections !

De même, la direction confédérale avait proposé la remise en cause des 90 % avant la négociation et on voit aujourd'hui certaines fédérations comme la métallurgie proposer des contre-plans de licenciements comme à Denain !

Tirez donc devant ce congrès le véritable bilan d'un an de cette orientation !

Tant le grignotage par les fameux mille coups d'épingle au plan Barre que la politique de négociation à froid sont un échec. Autant essayer de vider l'océan à la petite cuiller

Cela a également conduit la confédération à être absente lors des mobilisations importantes.

Suite page 4

Contre la présence des syndicats sionistes, départs de délégations étrangères

Sont présentes au congrès de nombreuses délégations de syndicats étrangers. Etaient présentes, peut-on dire pour certaines d'entre elles. En effet, les délégations venues de pays tels que l'Algérie, le Maroc, la Tanzanie et le Mozambique se sont retirées avec celle de la Palestine au moment du repas de midi, précisant qu'elles ne reviendraient que si la délégation de l'Yhstadrout d'Israël se retirait.

Bref entretien avec Jacques Chérèque

NOUS avons rencontré Jacque Chérèque et l'avons questionné sur le document publié dans notre édition d'hier concernant une entrevue le 4 janvier avec la direction d'Usinor. Jacques Chérèque a indiqué en ce qui concerne la restructuration dont il est question dans le document que la FGM n'a jamais été contre et l'a même écrit. Pour ce qui concerne la réunion précise du 4 janvier, Jacques Chérèque a indiqué qu'il était à ce moment au conseil national CFDT des 3,4 et 5 janvier et que la rencontre du 4 serait le fait d'une délégation de l'inter-sidérurgie.

Il semble bien que ce soit Deroo qui représentait la Fédération (FGM) à cette réunion qui reste bien le type de réunion d'où il ne sort rien de bon pour les travailleurs.

Suite de la page 3

— Le 21 décembre 1978, après son refus de participer à la manifestation sur la Sécurité sociale, qu'a proposé de crédible la direction confédérale ? Peut-on défendre la Sécurité sociale entreprise par entreprise ?

— Le 23 mars 1979, refus de participer à la marche nationale sur Paris. Nous ne sommes pas pour les journées électoralistes sans lendemain mais à l'évidence, le 23 mars a signifié pour de nombreux travailleurs le besoin d'aller dans un mouvement d'ensemble. Sans faire le jeu de la CGT qui a essayé de transformer le 23 mars en opération de boutique, il était possible de profiter de cette inititative pour commencer à opérer la jonction des luttes sur l'emploi.

Si certaines critiques du 23 mars, par rapport à la CGT, étaient justifiées, la polémique était d'autant plus stérile qu'aucune proposition de coordination des luttes n'était avancée. Cette attitude a, de plus, renforcé la division syndicale et interrogé, de plus, gravement nos militants et adhérents et aussi l'ensemble des travailleurs.

Après les suspensions, exclusions des camarades des sections BNP et Tri-Lyon gare, plus grave encore, c'est la suspension de la section Usinor-Dunkerque, en pleine lutte, alors qu'un renforcement de l'action était indispensable. Cette suspension empêche la section de jouer tout son rôle dans l'action, la résolution intitulée de façon provocatrice « fonctionnement démocratique » préconise des sanctions pour divergences d'orientation. C'est un véritable délit d'opinion dans le syndicat.

Camarades, dans ce congrès, plane une menace : BNP... tri Lyon-gare... Usinor-Dunkerque. A qui le tour maintenant ?

Ces méthodes jettent un discrédit sur toute la CFDT, atteignent sa crédibilité lorsqu'elle parle de socialisme autogestionnaire. En un mot, elles affaiblissent l'organisation syndicale, c'est-à-dire l'outil de lutte des travailleurs. C'est pourquoi ce congrès doit se prononcer pour la levée de toutes ces sanctions et la réintégration de tous les camarades exclus...

Aujourd'hui, disons-le clairement, le choix n'est pas entre grèves de 24 heures et luttes éparpillées. Il s'agit de partir des revendications des travailleurs, de les mobiliser en donnant une perspective d'ensemble, en popularisant les conflits en cours, avec tous les moyens de l'organisation syndicale, en coordonnant les luttes existantes. Ainsi, nous préparerons le mouvement d'ensemble nécessaire pour gagner sur les revendications essentielles : emploi, salaire, durée du travail.

(L'unité des organisations syndicales, notamment avec la CGT, sans pour autant être synonyme de suivisme est un élément essentiel pour l'unité des travailleurs. Dans ce sens, la CFDT doit jouer un rôle moteur ; loin d'accepter de tirer un bilan lucide de son activité, la direction confédérale persiste dans son orientation à conduire les travailleurs à l'échec »).

Usinor-Longwy : une grève difficile

La direction d'Usinor maintient toujours avec intransigeance ses positions. Mardi, au cours de négociations qui se sont déroulées à Metz (car elle a peur maintenant d'être en présence de la population de Longwy), elle a rejeté la demande de maintien de la 4e équipe à l'aciérie.

CETTE intransigeance est mêlée de cynisme puisque, lundi, le directeur général d'Usinor avait déclaré à propos du directeur d'Usinor-Longwy : « *Vous pouvez bien le tuer si vous voulez, il y en a d'autres pour le remplacer* ». Face à cette position de combat du patronat, l'avenir va se jouer essentiellement par l'évolution de la grève dans l'usine. Pour le moment, la grève n'est effective qu'à l'aciérie, c'est-à-dire dans le cœur même de l'usine. Ailleurs, le patronat a eu recours au lock-out. La grève ne fait pas l'unanimité.

Il est très probable que les difficultés financières joueront un rôle décisif dans le refus et l'hésitation de travailleurs à se mettre en grève. Force ouvrière mène une intense campagne contre la grève et déclare « *qu'il n'est pas utile de continuer à perdre des salaires* ».

La direction cherche à dresser les lock-outés contre les grévistes et mercredi était prévue une réunion des lock-outés souhaitant reprendre le travail. Une situation se crée d'où l'on ne peut exclure une tentative de coup de main contre les travailleurs qui occupent l'aciérie. Pour surmonter les difficultés actuelles, une seule solution : discuter avec tous les travailleurs et les convaincre que leur avenir se joue maintenant.

Si la quatrième équipe est supprimée à l'aciérie, c'est le début irréversible de la réalisation du démantèlement.

Si la lutte n'a pas lieu, les licenciements interviendront. Bien sûr, la victoire n'est pas acquise mais, sans action, la défaite est certaine. Il est nécessaire également dans le même temps d'intensifier partout la solidarité financière massive. Non seulement envers ceux qui sont déjà grévistes mais aussi pour encourager ceux qui ne le sont pas encore.

L'attitude du PCF, loin de travailler à l'unité indispensable des sidérurgistes, favorise leur division. C'est ainsi que de nombreux travailleurs n'ont pas apprécié l'intervention des élus, Porcu en tête, lundi soir, devant les CRS. Les travailleurs ont dit : de quoi venaient-ils se mêler ? Ne fallait-il pas laisser les organisations syndicales ?

Des travailleurs ont été insultés et menacés parce qu'ils refusaient la volonté du PCF de prendre les choses en main. Et l'adjoint au maire PCF de Mont-Saint-Martin a bousculé une employée qui manifestait son désaccord. Sur les ondes de la radio de la CGT, on continue à parler par ci par là « *d'éléments incontrôlés* » et, insidieusement, on cherche à discréditer la CFDT. Autant d'attitudes qui ne peuvent sûrement pas contribuer à la nécessaire unité des sidérurgistes.

Pierre BURNAND

Giscard à Orléans

Jeanne d'Arc plutôt que le 8 mai

Giscard fait dans le rétro. Hier, à Orléans, on pouvait le voir avec sa jacquette au milieu de cavaliers du Moyen âge en armure. S'agissait-il du tournage d'une reconstitution historique ? Non. Mais de la célébration du 550e anniversaire de la libération d'Orléans par Jeanne d'Arc. Mais hier, n'était-ce pas le 8 Mai ? L'anniversaire de la victoire des peuples sur les nazis ?

ENTRE une messe d'action de grâce et une revue militaire, Giscard d'Estaing a eu le temps, quand même, de dire « *le 8 Mai, c'est aussi l'anniversire du 8 Mai 1945.* »...

Pourquoi avoir délibérément choisi de célébrer Jeanne d'Arc au lieu de la victoire de 1945 ? D'abord parce que cette référence à Jeanne d'Arc lui permet d'en appeler à « *l'unité nationale* » qui « *demeure l'unique moteur de notre grandeur* ». Le mythe de Jeanne d'Arc qu'on inculque dans les livres d'école donne l'occasion à Giscard de faire appel à la « *collaboration de classe* » En ce moment, de Barre à Ceyrac, tous les patrons parlent de se serrer les coudes et de faire des efforts pour être compétitifs en Europe.

Le 8 Mai 1945, c'était la capitulation du Reich nazi, dans Berlin libérée par les antifascistes et l'Armée rouge dirigée par Staline. C'est au nom de l'unité des peuples européens que Giscard a supprimé la commémoration de la victoire sur les nazis.

Mais le 8 Mai 1945 ne témoigne-t-il pas justement de l'unité des peuples contre le fascisme ? Tous les peuples étaient unis pour abattre le système nazi-fasciste détesté de tous. Le peuple allemand aussi, a participé à ce combat pour lequel de nombreux martyrs allemands sont tombés. *Vouloir passer sous silence cette victoire contre le système nazi ne sert pas du tout l'unité des peuples d'Europe.* Il faut dire que la victoire du 8 Mai a été arrachée par la mobilisation des peuples dirigés par des partis communistes. De cela, les bourgeois ont peur. En outre, tous loin de là, n'ont pas joué un rôle très glorieux pendant l'occupation nazie. Beaucoup ont collaboré avec l'ennemi.

L'UNITÉ DES PEUPLES D'EUROPE : UNE NÉCESSITÉ

L'unité des peuples d'Europe est plus que jamais nécessaire et l'omission de Giscard prend un sens d'autant plus grave, aujourd'hui, au moment où comme dans les années trente, des bruits de bottes se font entendre. Au moment où il faut se tenir prêt à lutter contre les préparatifs d'une autre guerre mondiale. Et cette fois, ce n'est certes pas de l'Allemagne que vient le danger de guerre. La superpuissance qui a pris le relais aujourd'hui, c'est l'URSS.

Après avoir envahi la Tchécoslovaquie en 1968 et dominant déjà sans partage l'Europe de l'Est, c'est sur l'Europe toute entière qu'elle veut mettre la main. Face à cette gigantesque menace, les peuples et les pays de France et d'Allemagne doivent s'unir. Voilà ce que Giscard n'a pas dit le 8 mai 1979 à Orléans.

L.C.

Pierre Viansson-Ponté est décédé

PIERRE-VIANSSON-PONTE est décédé à l'âge de 58 ans. Il était conseiller de direction et responsable de la rubrique *Le monde d'aujourd'hui* au journal *le Monde* où il était entré en 1958. Il en avait été chef du service diplomatique jusqu'en 1969 puis rédacteur en chef adjoint et éditorialiste. Pierre Viansson-Ponté avait pris le maquis sous l'occupation pour échapper au STO (service du travail obligatoire). Participant à la Résistance, il avait été arrêté et emprisonné par la Gestapo.

Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité !

Journée de solidarité organisée par le PCML

A FAMECK, LE 13 MAI

PROGRAMME

LE MATIN, les délégations d'ouvriers et de travailleurs, venus des quatre coins du pays, rencontreront des sidérurgistes, des travailleurs immigrés, la population de différentes localités de la sidérurgie, pour leur apporter leur solidarité et s'informer sur leurs difficultés et leurs luttes.

LE RASSEMBLEMENT commencera à 14 h. On pourra discuter autour des stands des entreprises, s'informer, échanger des points de vue,discuter avec les militants locaux du PCML au stand de leur journal *Servir le peuple* , avec les journalistes de l'*Humanite rouge* ; se procurer des livres au stand de la littérature des *Editions du Centenaire*.

A 14 h 30, le *Théâtre des Trois vallées* présentera un court spectacle sur la sidérurgie lorraine, qui prend pour cible le maitre des forges De Wendel.

De 15 h à 16 h 30, se dérouleront parallèlement quatre forums, ayant pour sujet :
- Les luttes des sidérurgistes ;
- L'unité des travailleurs français et immigrés ;
- Les jeunes et l'emploi ;
- La solidarité entre les luttes.

Pendant le même temps (de 15 h à 16 h 30), on pourra aussi regarder :
- Le spectacle théâtral du *Théâtre du Printemps* du Nord intitulé *A l'endroit nous le remettrons, ce monde à l'envers.*
- La *Lyre des travailleurs* qui chantera ses dernières chansons sur la sidérurgie.
- Le film des travailleurs de la SFP sur Longwy, etc.

Vers 17 h, la chorale de Fameck chantera des chansons de lutte de la région de Lorraine.

Puis, vers 17 h 30, le meeting central sera consacré aux luttes des sidérurgistes et à la solidarité aux sidérurgistes.

Une intervention du PCML clôturera le rassemblement vers 19 heures.

Un ouvrier de Guéret s'adresse à ceux de la Sotracomet

Je vous écris au sujet d'un article passé dans l'Humanité rouge, *en page 4, sous le titre : « Sotracomet, des initiatives en préparation ». Voici une information qui intéressera sans doute les travailleurs de Sotracomet.*

En 1978, une usine creusoise, Bos, fabriquant des pylônes électriques, faisait faillite. Les ouvriers, sous la direction de leur syndicat CGT, occupaient alors l'usine pendant plusieurs mois. Près de 200 se retrouvaient au chômage. Pendant ce temps, la famille du PDG « en fuite » était embauchée chez ce même monsieur Petitjean qui veut aujourd'hui racheter Sotracomet ». *M. Petitjean apparaissait lui-même peu après et il a fini par « reprendre » l'entreprise, mais dans quelles conditions ?* Seulement 40 travailleurs réembauchés, des salaires inférieurs aux salaires de Bos. *Ce monsieur a réussi à racheter pour une bouchée de pain un de ses principaux concurrents et a licencié les deux tiers du personnel. Les travailleurs de la Sotracomet peuvent se méfier de cet individu douteux car nul doute qu'il essaiera de recommencer la même « affaire ».*

Un soutien chaleureux à ceux de la Sotracomet.

Un lecteur creusois

PS : Pour joindre les ouvriers de Petitjean à Guéret :
Syndicat CGT-Petitjean
UD-CGT
Avenue de la Sénatorerie — 23000 - Guéret

23e CONGRES DU PCF

Marqué par le réalignement sur l'URSS

Ce mercredi 9 mai s'est ouvert le Congrès du PCF à Saint-Ouen. Les délégués doivent écouter le rapport de Marchais.

Les dirigeants du PCF présentent ce congrès comme celui de l'ouverture. Mais n'est-il pas significatif que l'*Humanité* de ce jour publie à la une une photo montrant l'accueil réservé au délégué soviétique, Boris Ponomarev, secrétaire du parti soviétique chargé des relations internationales et bien connu pour ses attaques virulentes contre l'eurocommunisme ? Ceci n'indique-t-il pas la volonté des dirigeants du PCF d'enterrer toute critique de l'Union soviétique telle qu'elle s'était exprimée notamment dans le rapport présenté par Kanapa en 1976 ? Et que pense Marchais des récentes déclarations de Berlinguer sur le Pacte de Varsovie ?

Une délégation tchécoslovaque est aussi annoncée. Cela n'est-il pas en contradiction avec les déclarations de Marchais selon qui le PCF entretenait de bonnes relations avec les partis communistes portés au pouvoir par leur peuple. Le parti tchécoslovaque répond bien mal à ce critère !

Le 23e congrès – congrès de l'ouverture – ou du réalignement du PCF sur l'Union soviétique au nom du « bilan globalement positif du socialisme » ?

Un collaborateur du Comité central du PCF dénonce le réalignement sur l'URSS

Boris Ponomarev et la délégation soviétique d'une quinzaine de membres qu'il conduit au 23e congrès du PCF pourront féliciter Marchais et le bureau politique à l'issue d'un congrès qui sera celui d'un réalignement sur l'URSS.

Cette orientation contenue dans l'appréciation « globalement positive » de l'Union soviétique n'est pas faite que de mots. Elle vient de se traduire par la visite effectuée en France à l'invitation de la CGT du président des syndicats soviétiques Chibaev. Elle a été scellée par les rencontres que Fiterman, Leroy, Gremetz, Chambaz, Séguy et Hermier – tous membres du bureau politique – ont eu avec les dirigeants soviétiques au cours des six derniers mois. Récemment, la revue « *Luttes et débats* » publiait le sténogramme d'un rapport fait par Kanapa devant le Comité central du PCF du 30 et 31 mars 1976. Il mettait en évidence le changement opéré par celui-ci à l'égard de l'URSS entre les 22e et 23e congrès. Mardi, le journal *Le Matin* publiait la lettre que lui avait adressé un permanent du PCF, collaborateur du Comité central, qui réclame la publication du rapport de Kanapa. Réfutant *L'Humanité*, qui prétend que le PCF n'a pas modifié son attitude à l'égard de l'URSS depuis 1976, ce militant dresse au contraire un bilan éloquent de ce réalignement. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de sa lettre.

Pierre MARCEAU

« (...) L'information secrète de Jean Kanapa met en forme, explicite et développe dans toute leur ampleur les divergences croissantes manifestées jusque là ponctuellement entre le PCF et le PCUS depuis l'intervention militaire des Cinq du Pacte de Varsovie d'août 1968 en Tchécoslovaquie. Elle théorise et justifie le véritable tournant dans le domaine de la critique vis-à-vis de l'URSS et de ses alliés est-européens pris par la direction du PCF en 1975 et simplement confirmé par quelques phrases brèves dans les textes du 22e congrès du Parti et aussi par l'intervention d'un délégué, Henri Malberg.

En effet, coup sur coup, pendant la maladie et après la mort, survenue le 25 avril 1975, de l'un des principaux et des plus influents soutiens de la direction soviétique au sein du PCF, Jacques Duclos, les dirigeants communistes français critiquent les effets négatifs du voyage du premier ministre, Jacques Chirac, en URSS, reviennent sur la question du stalinisme, émettent des réserves sur les visites du président Giscard d'Estaing en Pologne (*L'Humanité* du 13 juin) et en Union soviétique (communiqué du bureau politique du 10 octobre), polémiquent avec des théoriciens soviétiques (article de Jacques Chambaz contre K. Zadorov sur « *Majorité arithmétique et majorité politique* » dans *L'Humanité* du 4 septembre) et surtout s'émeuvent de certaines atteintes aux libertés en URSS (article de René Andrieu dans *L'Humanité* du 25 octobre, au lendemain du grand meeting de la Mutualité du Comité des mathématiciens, appuyé par la gauche non communiste, en faveur de Léonid Plioutch, communiqué du bureau politique du 12 décembre sur le reportage diffusé la veille à la télévision sur un camp de travail soviétique). Contrairement aux usages, le secrétaire général du Parti n'assiste pas au congrès du PC soviétique. » (...)

Suit une liste détaillée de faits attestants une relative prise de distance du PCF à l'égard de l'URSS. Attitude correspondant en gros à la question posée alors par Kanapa :

(...) « La persistance de pratiques que nous réprouvons (dans les pays socialistes), l'impossibilité de nous accorder là-dessus peuvent conduire à se demander s'il n'existe pas là une divergence sur la conception que nous avons, les uns et les autres, du socialisme »...

Puis, l'auteur de la lettre poursuit :

« (...) Après les élections perdues de mars 1978, rien ne semble changé dans l'attitude de la direction du Parti, du moins pendant plusieurs mois, puisque *L'Humanité* critique sévèrement en mai la condamnation de Youri Orlov, qu'une délégation du PCF conduite par Henri Fiszbin (ce sera sa dernière apparition politique publique) participe à une manifestation organisée le 11 juillet à Paris en faveur de Chtcharansky et que sort en septembre un livre rédigé par cinq intellectuels du Parti, *L'URSS et nous*, autour duquel la propagande du Parti fait grand bruit.

Depuis, les critiques ont quasiment toutes disparu à l'encontre des « *atteintes aux libertés* » dans les pays de l'Est, la direction du PCF gardant le silence sur la campagne antisémite en URSS, refusant de recevoir le fils du porte-parole de la Charte 77 incarcéré à Prague, Sabata, ou refusant de commenter l'exécution de trois Arméniens accusés sans preuves fournies d'un attentat mortel dans le métro de Moscou ou bien la remise à Brejnev du prix Lénine de littérature ou encore l'échange de cinq détenus politiques en URSS contre deux espions soviétiques emprisonnés aux États-Unis. En revanche, la presse du Parti multiplie ces derniers temps les articles vantant les progrès économiques, sociaux et culturels – réels ou non – et y compris les prétendus droits démocratiques des travailleurs dans les pays de l'Est. La direction du parti fait dire en effet actuellement dans les réunions internes qu'après le 22e congrès l'accent avait été trop mis sur les « *insuffisances de la démocratie socialiste* » dans les pays de l'Est au détriment du caractère globalement positif du bilan de ces pays. Bien entendu, il n'est plus fait la moindre allusion à la politique de maintien du statu quo en Europe – l'accession au gouvernement n'étant de toute façon plus, à court et moyen terme, au programme du PCF alors qu'est mis à nouveau en relief son rôle de bastion de la paix et de la révolution mondiale, parallèlement à son bilan positif –, ce qui est aussi un moyen de consoler les militants de l'échec français du printemps derniers »...

Arrivée à Paris de la délégation soviétique conduite par B. Ponomarev.

Les initiatives des contestataires du PCF

Manifestation pour la Charte 77

LES contestataires du PCF organisent plusieurs activités pour souligner leurs critiques vis-à-vis de la direction du PCF. Ils veulent publier un livre blanc sur « *le caractère antidémocratique de la préparation du congrès* ». Ils prévoient une journée nationale de réflexion sur le fonctionnement du PCF et un meeting pour exiger la réhabilitation de Tillon.

Ce jeudi 10 mai, ils appellent à une manifestation devant l'ambassade de Tchécoslovaquie, à 18 h à Paris, pour exprimer la solidarité avec la Charte 77, et dénoncer la répression dont sont victimes les opposants tchèques, et avant tout Jaroslav Sabata, en prison depuis le 1er octobre dernier.

Délégation du Parti tchécoslovaque au congrès

PLUS de 500 000 membres ont quitté le parti tchécoslovaque depuis le début de la normalisation parce qu'ils n'étaient pas d'accord. Cela représente un tiers des effectifs. 150 000 ont démissionné – *dont plus de la moitié d'ouvriers* – 350 000 ont été exclus ou écartés.

Qui a été éliminé principalement ? *Les forces vives du parti, surtout les ouvriers et les jeunes.*

Après les purges lancées en 1969, les ouvriers ne représentaient plus que 18 % de l'ensemble des membres – contre 30 % en 1968. Et à Prague, 12 % seulement. Bravo pour un parti qui se permet de parler « au nom de la classe ouvrière ! ».

Les jeunes aussi ont été particulièrement frappés. Après les purges, l'âge moyen des membres dépassait cinquante ans !

TOUS LES DIRIGEANTS DE 1968

Parmi les éliminés, on retrouve tous les dirigeants de 1968, et en premier lieu, *Alexander Dubcek*, soumis actuellement à une surveillance policière constante.

On retrouve aussi *Frantisek Kriegel*, ancien médecin des brigades internationales en Espagne et président du Front national en 1968. Il a été l'un des premiers à signer la Charte 77 et maintenant, il ne peut faire un pas sans avoir deux flics en permanence à ses trousses.

Parmi les éliminés également, l'ancien directeur de la télévision tchécoslovaque, *Jiri Pélikan*, que les autorités tchécoslovaques ont tenté d'*assassiner* en 1975 à Rome, où il a dû s'exiler.

Parmi eux aussi, *Jaroslav Sabata*, ancien membre du Comité central, que Husak a fait emprisonner de 1971 à 1976, et qui est maintenant à nouveau en prison depuis le 1er octobre dernier.

Tous ces militants et dirigeants, ces 500 000 hommes et femmes et, avec eux, des millions et des millions de travailleurs tchécoslovaques, avaient simplement voulu *l'indépendance* et la *liberté* de leur pays. Husak les a éliminés.

En invitant à leur congrès des représentants du parti du Husak, les dirigeants du PCF ont fait un choix clair et grave : ils ont opté pour les oppresseurs du peuple tchécoslovaque et pour le parti des 500 000 exclusions.

J.S

Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien

« Je me sens plus en sécurité de ce côté-ci »

DANS une interview donnée au journal italien *Corrie della Sera*, Berlinguer vient de répéter un certain nombre d'affirmations qu'il avait faites au même journal il y a deux ans, mais qui avaient été démenties par la suite par le Parti communiste italien.

Dans cette interview, Berlinguer répète mot pour mot (cela n'est pas une coincidence) ses anciens propos.

On peut y lire en particulier ses propos sur les pays de l'Est et sur le Pacte de Varsovie.

Venant du secrétaire général d'un parti traditionnellement bien informé sur l'Europe de l'Est et sur les intentions des dirigeants soviétiques, ces positions prennent un reflet particulier.

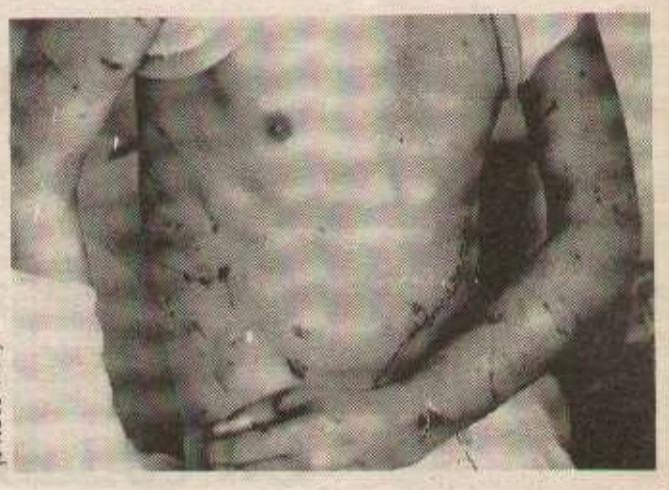
« *L'Italie*, dit-il, *n'appartenant pas au Pacte de Varsovie, on peut être absolument certain de pouvoir suivre la voie italienne au socialisme sans aucun conditionnement. Mais cela ne veut pas dire que les problèmes n'existent pas dans le bloc occidental. (...) Pour cela aussi, je ne veux pas que l'Italie sorte du Pacte atlantique, et pas seulement parce que notre sortie bouleverserait l'équilibre international. Je me sens plus en sécurité de ce côté-ci. (...)*

Sans doute Marchais va-t-il condamner Berlinguer pour « anticommunisme primaire ».

SF

3 tortionnaires racistes devant les juges

Les tortionnaires d'Ali Abdou passent enfin devant la justice. Rebondissement : un des 3 tortionnaires s'est révélé être l'auteur d'une agression contre un militant du SGEN-CFDT



(Photo HR)

(Photo HR)

Les tortures commises sur Ali Abdou ont provoqué une mobilisation sans précédent à Toulouse. 10 00 personnes manifestaient en dénonçant le racisme que le pouvoir propage

Toulouse, correspondance.

Toulouse, le 9 mai, a lieu le procès des trois tortionnaires d'Ali Abdou et de l'agresseur de Bernard Milier. En octobre dernier, Ali Abdou était l'innocente victime d'atrocités racistes au bar « les Arènes ». Depuis, la justice a suivi son cours aussi tortueux qu'inconséquent, tandis que des pressions étaient exercées sur Ali Abdou. Récemment, un rebondissement spectaculaire est survenu ; l'un des trois tortionnaires, Auguste, s'est révélé être l'agresseur, l'an dernier, d'un militant du COBA, Bernard Milier. Le tribunal de grande instance de Toulouse a traité mercredi ces deux procès.

PENDANT quatre heures, dans la nuit du 8 au 9 octobre 1978, Ali Abdou, jeune français de 23 ans, de père djiboutien et de mère algérienne, a été frappé par la barbarie raciste. Venu acheter des cigarettes au bar « les Arènes », il n'en ressortira que quatre heures plus tard.

Quatre heures pendant lesquelles il subit des injures racistes, d'odieux supplices. Cruellement mordu, d'abord par un chien du gérant du bar, on le traine dans l'arrière-salle. Là, on lui plonge la tête dans l'eau jusqu'à l'évanouissement, en Algérie on l'appelait le supplice de la baignoire, puis sous un déluge de coups de matraques, ses bourreaux lui bandent les yeux, le mettent à genoux et le lardent de coups de couteaux. Un des trois acolytes fait le guet du côté de la rue, il ne faut pas qu'un passant entende les cris. On fait mine de le tuer, au point qu'au cours d'une démonstration, l'un des trois se blesse en se logeant une balle dans un membre.

Pour finir, ils obligent Ali à ramasser son sang par terre. Embarqué dans une BMW, il est abandonné à moitié mort dans la nature, après une dernière menace s'il parle . Des passants le recueillent et l'amènent dans un état grave à l'hôpital de Purpan.

La police arrête les coupables, Auguste, Pujol et Neveu. La presse révèle leurs forfaits atroces, l'opinion est bouleversée, révoltée. L'événement prend une envergure nationale : pour une fois, un crime raciste fait la une de l'information.

RIPOSTE DE MASSE DES ANTIRACISTES

Rapidement, les antiracistes ripostent par une manifestation sans précédent de plus de mille personnes, qui parcourent les avenues de Toulouse en dénonçant le racisme et le pouvoir qui le propage avec ses mesures, ses lois scélérates contre les travailleurs immigrés.

Notre parti est au premier rang pour réclamer le châtiment et les inculpations de ces criminels racistes.

Cette réprobation unanime de la population n'est pas sans effet sur l'affaire. Elle va peser lourd sur le plateau de la justice bourgeoise.

TOUS LES MOYENS SONT BONS CONTRE ALI

Trop souvent, ce genre de crimes reste dans l'ombre, au fond de quelque tiroir de commissariats, ou la presse reste sans voix, ou le cours de la justice s'égare... Si la riposte a obligé à suivre une autre voie, les tortionnaires restés scandaleusement en liberté sont incarcérés à la seule inculpation initiale de coups et blessures avec armes.

Ni le caractère raciste ni l'accusation de torture ne sont reconnus, en cette matière, la justice est aveugle : c'est bien connu.

... Neveu aurait été libéré depuis deux mois. Ali, ce frêle jeune homme remis tant bien que mal de ses blessures, isolé de ses parents retraités en Algérie, est l'objet de pressions ignobles pour tenter de le faire revenir sur ses déclarations. Certains policiers, parait-il, s'y emploient. Récemment, Ali vient d'être inculpé de recel. Il ne fait aucun doute qu'un traquenard lui a été tendu pour le compromettre, le faire chanter. Ali au chômage, sans ressource, est une proie facile. Mais il est trop tard, la vérité est connue de tous.

DES TORTIONNAIRES MEMBRES DU SAC

Des trois tortionnaires, Pujol était connu comme un nervi notoire d'extrême-droite, homme de main du RPR. Son passé est chargé en violences et inculpations diverses, mais un fait nouveau, énorme, concerne Auguste, le gérant du bar qui jusqu'ici apparaissait blanc comme neige. L'aboutissement de l'enquête menée à propos de l'agression armée perpétrée l'an dernier contre un militant du COBA vient d'aboutir à son inculpation, celui qui a tiré se révélant être un membre du SAC lié au milieu actif du RPR.

Ces deux affaires imbriquées furent jugées mercredi, procès d'un racisme et d'un facisme largement tolérés par le pouvoir comme en témoignent l'impunité et la complaisance dont jouissent habituellement les coupables. Et ce ne sont pas, certes, les mesures Stoléru et la loi Bonnet qui rendront moins impudents les racistes.

Bernard Milier, victime d'une tentative d'homicide

C'est lors d'un collage du COBA, en juin 1978 que Bernard Milier militant du SGEN-CFDT, a été victime de cet attentat fasciste.

Repéré par deux voitures suspectes, une 504 blanche et une R 4 grise, dont l'une semblait être une voiture de police banalisée — il fut peu après agressé à avec son groupe à coups de pistolet par deux individus. Celui qui était armé lui tira une balle à bout portant : Milier n'eut la vie sauve que grâce à un promt mouvement d'esquive, les deux voitures furent ensuite retrouvées devant le siège du Front national... L'enquête a désigné le terroriste qui a tiré après confrontation. C'est Auguste, un des tortionnaires d'Ali Abdou. Décidément, le monde des nervis est bien petit !

Le ministre de l'Education, Beullac, continue son ménage

Redéploiement scolaire ou liquidation à long terme du système scolaire ? Les deux derniers événements dans le domaine scolaire, tout comme ceux qui les ont précédés, confirment la deuxième hypothèse. Quels sont ces deux derniers événements ? La suppression, dès septembre, de 450 postes de professeurs d'école normale et les mesures de Beullac pour « *réconcilier l'école et le travail* ».

LA troisième semaine européenne du travail manuel, réunissant Stoléru, Ventejol, président du Conseil économique et social, a été l'occasion pour Beullac de préciser ses intentions pour la rentrée 1979 :

« *Stages pratiques en entreprise pour les élèves de l'enseignement technique... mise en place d'une pédagogie concertée, faisant un appel plus large aux stages éducatifs, en corrélation avec les milieux professionnels... mise en place de l'éducation manuelle et technique pour tous les élèves des collèges de la sixième à la troisième et l'organisation d'options technologiques pour les élèves des classes de troisième et de quatrième* ».

LES ÉLEVES A L'USINE

Ces projets ne sont ni plus ni moins que la mise en acte du projet sur la formation professionnelle en alternance. Notons à ce sujet que l'Assemblée nationale doit statuer sur ce projet à cette session parlementaire. Quoiqu'assuré du vote de sa majorité, le gouvernement utilise, quand même et déjà tous les biais pour satisfaire les exigences du patronat, en particulier la gratuité de la main-d'œuvre, dans le cadre des stages en entreprises des jeunes en CES et en CET/LEP.

DE NOMBREUX PROFESSEURS CHASSÉS DE LEURS POSTES

A la rentrée, 450 postes de professeurs d'école normale seront supprimés. Cette suppression touche en particulier l'enseignement de la philosophie : 130 postes de philosophie en moins sur un total de 510 !

Cette mesure a plusieurs conséquences. Premièrement, les professeurs de philosophie d'école normale seront mutés dans le secondaire ou dans le cycle universitaire, ce qui bloque le mouvement (*) des futurs professeurs de philosophie : pour preuve les concours de titularisation (CAPES, agrégation n'offrent cette année que 20 places !).

Deuxièmement, bien que l'école normale ne présente pas que des aspetcs positifs — loin s'en faut — elle offre, néanmoins, une certaine recherche pédagogique, une certaine approche des sciences de l'éducation. A présent, ce maigre avantage n'existera même plus !

« *Aujourd'hui, plongé directement dans la profession (pour plus d'économie ?), le futur maître n'aura guère le temps de penser à quoique ce soit. Il "apprendra" la pédagogie comme un ensemble de techniques immédiatement opérationnelles* », extrait de la pétition des professeurs de philosophie dont les postes sont supprimés.

* Disponibilité et nombre des postes en philo pour les étudiants en philosophie.

Le gouvernement s'en prend aux fonctionnaires

PAPON, le ministre du Budget, entonne lui aussi l'air du redéploiement dans son domaine. Les lignes force de son programme sont au nombre de trois. Une instance budgétaire sera créée ; elle aura pour but de proposer des économies et des réaménagements dans chaque ministère. Les responsables seront chargés de rechercher une meilleure productivité.

Enfin, les tâches nouvelles, auxquelles doivent faire face les employés ministériels seront couvertes par les effectifs actuels, jugés « *comme largement suffisants* ».

Le remplacement des travailleurs à la retraite (40 000 postes par an) ne sera même pas effectué automatiquement. Ces mesures vont être prises au nom du fort coût de la reconversion sidérurgique — trois milliards par an — et de l'augmentation de l'indemnisation du chômage.

Une consolation !

Ce tour de vis sur le «train de vie des ministères » permettrait aux candidats UDF, Baudis à Toulouse, Pflimlin à Strasbourg, Colomb à Lyon de toucher 130 millions de centimes, distribués généreusement par le trésorier de Matignon, Louis Chaumeil pour financer leur campagne. Enfin, Papon n'est pas toujours aussi tatillon. Patron des fonctionnaires — qui collectent les impôts — il vient de réduire de 280 millions de centimes l'amende fiscale de ses deux gendres !

N. V.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

SAM (OISEME)

Après les nervis, les gardes mobiles

Dimanche 6 mai, à 6 heures, trois cars de gardes mobiles, armés de matraques et de fusils lance-grenades se déploient devant la SAM (Fonderie où sont exploités deux cents travailleurs pour la plupart immigrés dans des conditions d'hygiène et de sécurité épouvantables).

Il s'agissait de réussir là où les gros bras du patron avaient échoué, au prix de six blessés, dont un grave parmi les grévistes : faire sortir les camions de pièces usinées. L'ordonnance du tribunal datait juste de la veille. Les grévistes avaient été convoqués une demi-heure avant la séance. Aucun contact n'a suivi pour savoir si les grévistes accepteraient l'ordonnance.

A GRAND renfort de bras amenés sous la protection des gardes mobiles, les camions sont remis en état et sortent un à un : des délégués et des ouvriers se couchent courageusement en travers de la route : les gardes les portent de force sur les bas-côtés.

L'ÉTAT CONTRE LES TRAVAILLEURS

Alors que la presse locale se fait l'écho du soutien très large apporté aux grévistes, la population se pose de plus en plus de questions en voyant d'une part les constats accablants que sont obligées de faire la direction départementale du travail, la direction de l'action sanitaire et sociale, et en même temps le soutien militaire immédiat apporté aux patrons par l'État.

SOLIDARITÉ

La solidarité se développe sous de multiples formes : communiqués, visites au piquet de grève, diffusion de tracts, collectes ; un bulletin local spécial intitulé Holocauste, vente de muguet par le PCF, une affiche du Parti communiste marxiste-léniniste, etc.

Mais il reste encore beaucoup à faire, notamment pour que la section syndicale d'entreprise épaule plus activement le piquet de grève, pour une unité plus dynamique entre les syndicats et les organisations qui apportent leur soutien (y compris par exemple les mutilés du travail, qui ont fait une lettre ouverte au préfet pour dénoncer l'insécurité du travail à la SAM).

APPEL DE LA CELLULE DU PCML DE CHARTRES

« Pourquoi ne fait-on toujours rien aux autres usines de la SAM ? La cellule de Chartres du PCML appelle tous les travailleurs à surmonter les divisions liées aux querelles des états-majors politiques et syndicaux, pour s'unir contre les patrons de la SAM, et l'Etat qui les soutient avec sa justice et ses gardes mobiles qui paradent maintenant jour et nuit devant les grévistes de la SAM. Ceux-ci, après quatre semaines de grève sont toujours aussi déterminés. »

Correspondant de Chartres.

Dépôt de bilan de l'entreprise Garnier à Redon

APRES 1970, voici 1979 : comme les articles précédents l'avaient laissé entendre, Ayel, le patron de la FN et Garnier, a déposé le bilan. Le 17 avril, le tribunal de commerce a prononcé la liquidation des biens et nommé un syndic. Le 28 avril, le tribunal de commerce s'est prononcé pour la poursuite de l'activité pendant trois mois, jusqu'au 17 juillet. Le 10 de chaque mois, le syndic fournira un état financier. Si c'est un gouffre financier, le tribunal peut décider sur le champ la cessation d'activité.

Le tribunal de commerce a choisi cette solution plutôt que l'arrêt immédiat, pensant qu'il valait mieux profiter des congés pour fermer la boite que la fermer dès à présent. Pour les travailleurs, il s'agit aujourd'hui de « remonter la pente », et de ne pas céder au découragement. Seule la lutte pourra imposer le refus de tout licenciement.

Correspondant Redon

Occupation du conseil d'administration de l'office départemental HLM de Rennes

JEUDI 3 mai : tout l'après-midi, une cinquantaine de locataires venus de Rennes, Redon, Tinteniac, Cesson, à l'appel de la CSCV, du comité de Redon de l'ARV, ont investi le conseil d'administration de l'office départemental HLM pendant que celui-ci délibérait sur une nouvelle augmentation des loyers de 10 % au premier juillet 1979. Elle ferait suite à celles de juillet 1978, plus 10 % et de janvier 1979, plus 10 %.

En outre, les locataires ont réclamé que les réparations dans les HLM anciens soient prises en charge par l'office. Les membres du conseil d'administration ont affiché, de manière évidente, devant les locataires qu'ils n'avaient « rien à foutre » de la situation de plus en plus difficile d'un nombre toujours plus grand de familles. Leur seule préoccupation est d'avoir un budget équilibré et, pour cela, d'augmenter sans cesse les loyers.

Nous avons appris par la suite que le conseil d'administration décidait quand même une augmentation de 7 %. Nous poursuivons le travail de mobilisation pour : non à toute augmentation de loyer, prise en charge des réparations dues à la vétusté par l'office HLM.

Correspondant Redon

MASSEY-FERGUSSON (MARQUETTE - NORD)

Paiement de tous les jours de pont de l'année, sans récupération !

Correspondance Marquette (Nord)

DANS un certain nombre d'entreprises de la métallurgie lilloise, notamment, les directeurs exigent des travailleurs la récupération du pont du 30 avril. Pour sa part, la CGT de Massey avait demandé le paiement de tous les jours de pont de l'année sans récupération.

Dans un but de division, la direction de Massey répondit que seul le personnel de Beauvais bénéficiait du paiement de cette journée, en l'honneur de la sortie du nouveau modèle de tracteur. Outre que le tracteur « 2 000 » en question est construit à partir de pièces fabriquées à Marquette, le paiement des « ponts » n'a pas à être considéré comme une « récompense » mais comme un droit ! Une bataille de plus pour les travailleurs de la Massey !

HUSSOR-ERECTA (SECLIN)

Grève et occupation

Correspondance du Nord

L'ENTREPRISE Hussor-Erecta est spécialisée dans le montage des échafaudages. C'est une filiale de Husson-Orbey dont le siège est à Colmar. Les ouvriers se sont mis en grève avec occupation le 13 mars à l'appel de leur section CGT pour exiger : une augmentation de salaire (les ouvriers touchent environ 12 F pour un monteur 1 et 15 F pour un monteur 3).

– Une amélioration des conditions de travail (actuellement, il n'y a aucune sécurité) ;
– Une réduction du temps de travail : 40 heures payées 45 heures.

Expulsés une première fois par la police à la suite d'un jugement en référés, les travailleurs d'Hussor-Erecta sont revenus occuper leurs locaux dès le départ des forces de « l'ordre ».

Ils organisent des collectes auprès des entreprises de la région lilloise.

Travailleurs du Nord, apportez votre soutien moral et financier aux travailleurs d'Hussor-Erecta.

BLANCHISSERIE DE GRENELLE A ISSY-LES-MOULINEAUX

Victoire sur tous les plans

Correspondant banlieue Sud-ouest

LES employés de la blanchisserie ont repris le travail mardi à 7 h. C'est ce qu'ont décidé les grévistes lundi après-midi. Comme nous l'annoncions, hier, la grève a dû se poursuivre la journée de lundi pour arracher 200 F de plus au patron ; c'est en effet 700 F au lieu de 500 F que recevront les travailleurs pour les quatre semaines de grève, en plus de 600 F pour la semaine du lock-out.

C'est une victoire sur tous les plans, due à la combativité et à la détermination des grévistes qui ont rendu coup pour coup à chaque manœuvre des patrons (vigiles vidés, lock-out payé, licenciements tous annulés).

Ils ont gagné sur l'augmentation demandée, et aussi, sur le respect des ouvriers (et surtout des ouvrières), puisqu'une réunion de l'encadrement sur ce sujet a été imposée par la lutte.

Cette victoire est aussi celle d'une section CGT forte, ayant derrière elle tous les travailleurs. D'ailleurs, près d'une quarantaine d'adhésions ont été faites et cela doit continuer. Et comme le dit un responsable de la CGT : *« Ce n'est pas pour placer des cartes mais pour que les gars prennent en main leurs affaires et soient plus forts »*. Le renforcement du syndicat fera réfléchir le patron avant toute nouvelle attaque. En tout cas, cette fois-ci, après cette lutte, c'est beaucoup plus forts que les gars reprennent le boulot.

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

BORDEAUX

Fête-Forum sur la liberté d'expression, sur la culture et l'argent.

Cette fête est organisée par l'Association pour la défense et l'extension des libertés (21, rue Lalande, Bordeaux-33 000. Tel : 91 87 16), le samedi 12 mai à la salle Jean Lurçat à Begles.

Présence du théâtre de l'*Héliotrope*, des *Tafurs*, du groupe *Urria*, etc. Une fête des enfants aura lieu de 14 à 18 heures.

9e *RENCONTRES THÉATRALES* A SEVRES

Soixante spectacles du 26 mai au 4 juin 1979. Organisés par l'association *« Rencontres théâtrales »*. Renseignements : Tel : 605 35 11 ou 626 56 10.

MARSEILLE

Un après-midi-exposition, musique, débat sur l'Amérique latine.

Ce continent est-il si loin ? Quand on connait la place du Crédit Lyonnais en Amérique latine, de Renault en Argentine, de Péchiney-Ugine-Kuhlmann au Chili, les investissements de Lafarge et des Constructions métalliques de Provence au Brésil et au Mexique, des armements français sur ce continent.

Le samedi 12 mai

Centre culturel – Cours Julien à Marseille

– 15 : Exposition, concert par un guitariste urugayen ;
– 17-19 h : Débat avec la participation d'économistes français et latino-américains.

Entrée gratuite, libre participation aux frais. Cet après-midi est organisé par le comité régional Provence de liaison et d'information sur l'Amérique latine.

VITROLLES (BOUCHES-DU-RHONE

La parole aux travailleurs

Réunion-débat organisée par le PCML, le samedi 12 mai de 16 heures à 19 heures à Le Bartas-Vitrolles.

Au programme

Interventions de travailleurs de la SNIAS, de la Solmer, d'Algeco, de la Perdrière, d'employés communaux, d'enseignants et d'élèves du CES contre l'expulsion d'A. Fattah.

Intervention du PCML.

Débat, sangria.

ARGENTEUIL (RÉGION PARISIENNE)

Fête populaire

Cette fête est organisée par l'Union locale CGT sous le signe de l'amitié entre travailleurs français et immigrés, la solidarité internationale et la défense des droits et des libertés. Elle aura lieu le dimanche 13 mai à partir de 11 heures, au Parc de la bourse du Travail, 12 avenue Jean-Jaurès.

– Ouverture des stands à 11 heures, début du spectacle à 14 heures.
– Chants et danses du Chili avec le groupe Hector Pares (six chanteurs et musiciens chiliens), folk avec Tri Yann, stands, restaurants, buvette, jeux, etc.

COMMUNIQUÉ DE LA LIBRAIRIE LES HERBES SAUVAGES

Les deux livres : *L'histoire du PC(b) de l'URSS* et le *Manuel de formation (du marxisme, du léninisme et de la pensée Mao Zedong)* sont provisoirement épuisés à la librairie *Les Herbes sauvages*. Ils seront à nouveau disponibles d'ici un mois et demi.

Par contre, sont disponibles les disques : *Libertà per i patriotti* (50 F), *Urria* (38 F) et *ASSEC* (Comores) (35 F), librairie *Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville, 75020 Paris.*

ÉLEVES INFIRMIERES

Une brochure du Comité de Parti régional Rhône-Alpes sur la lutte des élèves-infirmières sera bientôt disponible. Prix : 1 F 50, à la librairie *La Force du livre*, 33, rue René Leynaud – 69001 – LYON, vous pouvez déjà passer vos commandes.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 61 – Paris Cédex 18.

NOM. . . . . .Prénom. . . . . .
Profession . . . . . .
Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier · International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drulsne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

(Photo HR)

Un mur d'oppression et d'humiliation

André Druesne s'est rendu en Allemagne à l'occasion du 1er Mai. Il nous a fait part de ses réflexions sur le mur de Berlin. Mur maintenu et renforcé par la RDA, pays qui se prétend socialiste

Est-ce utile de reparler d'une décision prise par Walter Ulbricht, sous la pression d'un certain Nikita Khrouchtchev, voilà bientôt quelque dix-huit années d'avoir *« un système de contrôle semblable à ceux qui sont habituellement en vigueur aux frontières de tous les Etats souverains ? »*

Cette décision prise le 12 août 1961, par le gouvernement de la République démocratique allemande mettait fin à la libre-circulation des Berlinois qui pouvaient se rendre de Berlin-Est à Berlin-Ouest où vice-versa. Ainsi *« les citoyens de la République démocratique allemande ne pourront franchir ces frontières que munis d'une autorisation spéciale »*.

Ces frontières, disons-le clairement, c'est un mur fortifié.

LE mur de Berlin, je l'ai parcouru sur des kilomètres et des kilomètres de la zone française à la zone américaine en passant par la zone anglaise.

Oui, en arrivant à Berlin-Ouest, le samedi 28 avril, à l'invitation du Parti communiste allemand (KPD) nous avons vu ce mur de quelque trois mètres de haut. En vérité, ce sont deux murs avec, au milieu, un couloir plus ou moins large hérissé des chevaux de frise, des mines, des soldats à espace régulier ; de temps à autre on peut remarquer le pan d'un mur d'une maison ou d'un immeuble dans le prolongement de celui-ci, les fenêtres ayant été murées ou encore cette église entre les deux murs avec les pieds pris dans le mur côté ouest ou alors, en zone américaine, ces deux immeubles face à face, seulement séparés par une rue désaffectée, avec les fenêtres murées au rez-de-chaussée, au premier étage.

D'un côté, Berlin-Est, de l'autre Berlin-Ouest mais tous les habitants sont-ils des Berlinois ?

Une humiliation pour les Allemands

Les dirigeants de cette République démocratique allemande ont à l'esprit le travail scientifique. Ils ont le goût du perfectionnisme et font aménager toujours mieux cette zone, en améliorant la qualité de ces murs, en utilisant abondamment l'énergie électrique.

Des lampadaires, à espace régulier, illuminent, la nuit tombante, ce couloir pour surveiller les Berlinois qui seraient tentés de passer à l'Ouest.

Des miradors sont en place. A la porte de Brandebourg, des soldats est-allemands ne quittent pas un seul instant l'œil de leurs jumelles.

Cette volonté de ceinturer Berlin-Ouest, de couper Berlin-Ouest de Berlin-Est est humiliant pour les Berlinois et les Berlinoises. Ceux de l'Ouest ne peuvent se rendre à l'Est que trente jours par an, s'ils ne sont pas sur la liste noire de la police de la RDA. Ceux de l'Est n'ont pas du tout le droit de se rendre à l'Ouest, sauf s'ils sont retraités ou en cas de décès ou de mariage d'un parent très proche.

Cette réalité est aussi très humiliante pour les marxistes-léninistes comme pour toute personne progressiste.

Mais pour Monsieur Marchais, l'édification, la réalité de ce mur est-elle à porter au bilan « globalement positif des pays socialistes » ?

Un mur qui bafoue le socialisme

Puis-je me permettre de porter à votre connaissance deux autres réflexions ?

Dans un pays qui prétend édifier une société socialiste, il me parait outrageant pour le moins que la force de travail des ouvriers soit utilisée pour une telle besogne alors qu'il y a tant de choses à réaliser pour améliorer le bien-être du peuple.

Le plein emploi dans ce cas est à l'opposé des intérêts de classe des travailleurs, comme d'ailleurs la création d'emplois qui en a découlé.

Comme vous le savez, Berlin est situé à 150 kilomètres de la frontière de la République fédérale allemande et à une cinquantaine de kilomètres de la frontière de la République populaire de Pologne.

De par la situation géographique de Berlin, les autorités de la République démocratique allemande ont été amenées à créer de nouveaux emplois : contrôle des personnes se rendant de la République fédérale allemande à Berlin-Ouest ; dressage des chiens (bergers allemands) ; utilisation de chiens pour les trains, pour les zones situées à proximité de la frontière de la République fédérale allemande ; garde frontière, etc.

Comment peut-on oser parler de démocratie ?

Comment peut-on oser parler de démocratie lorsque l'on ne trouve comme toute solution aux problèmes posés que la construction d'un mur tout autour de Berlin-Ouest ?

Ce n'est pas la persuasion qui a été employée pour convaincre mais bien son contraire : la contrainte. Cette frontière créée de toute pièce, si elle sert la cause de la bourgeoisie capitaliste, cultive aussi l'anticommunisme. Elle ne montre pas l'image de l'édification d'une société socialiste, mais bien l'image d'une société qui n'a rien à voir avec le socialisme, une société de répression dirigée par des bureaucrates, par un appareil révisionniste.

Non ! Monsieur Marchais, on ne peut condamner le ghetto de Varsovie et présenter une autre image de l'humiliation faite aux Berlinoises, aux Berlinois.

Les travailleurs, les patriotes, les peuples épris de liberté d'indépendance ont combattu durant des années les crimes nazis et le peuple allemand y a versé son sang. Comment pourraient-ils admettre aujourd'hui les crimes de dirigeants à la solde du social-impérialisme russe.

Oui ! Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution.

André DRUESNE

Au mémorial de Plötzensee, nous nous sommes recueillis à la mémoire des victimes du nazisme

Le mémorial de Plötzensee situé au nord-ouest de Berlin, édifié en 1952, à la mémoire des victimes de la dictature hitlérienne, dédié à toutes les victimes quelles que soient leur nation, leur religion ou leur appartenance politique, ainsi qu'à tous les résistants allemands et étrangers s'étant opposés au national-socialisme a été complété par un musée commémoratif inauguré le 20 juillet 1968.

Le document inséré dans la première pierre du mémorial porte ces mots : *« Ici, de 1933 à 1945, sous la dictature hitlérienne, des centaines d'hommes ont péri par meurtre légal, payant de leur vie leur lutte pour les droits de l'homme et la liberté politique. Ils étaient issus de toutes les couches de la société, et de presque toutes les nations.*

Par ce Mémorial, Berlin honore les millions de victimes du troisième Reich, diffamées maltraitées, privées de leur liberté ou assassinées à cause de leur conviction politique, de leur confession religieuse ou de leur appartenance raciale ».

Après notre recueillement à la mémoire des victimes du nazisme et notre visite du musée commémoratif une brochure nous a été remise.

La brochure met en première place le militant communiste Robert Stamm, condamné à mort et décapité le 4 novembre 1937, accompagnée d'une biographie et d'un petit texte dont voici un extrait : *« Les premières victimes de la persécution politique furent les communistes. Des 300 000 membres que le parti communiste allemand comptait en 1933, près de la moitié furent arrêtés, beaucoup furent assassinés »*.

Puis suivent dans cette brochure les noms d'autres antifascistes et aussi d'officiers allemands ayant participé à la tentative d'éliminer Hitler le 20 juillet 1944. C'est par pendaison et même par strangulation que 180 à 200 hommes du Cercle 20 juillet furent exécutés, dont 89 à Plötzensee.

Oui, nous ne voulons plus revoir de tels crimes.